

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction des Relations avec les
Collectivités Locales
4^e Bureau

Annecy, le 14 octobre 2009

Arrêté n° 2009.2878

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Objet: occupation des sols

Vu le Code de l'environnement (Livre V- titre I) et notamment ses articles L514-1 et L514-3,

Vu le Code de justice administrative et notamment son article R532-1,

Vu la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée notamment par l'article 1^{er} du décret n° 65-201 du 12 mars 1965 et par l'article 33 de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 17 mars 2008 portant nomination de M. Jean-François RAFFY, Sous-Préfet, en qualité de Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

Vu le décret du 24 juillet 2009 portant nomination de M. Jean-Luc VIDELAINE, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 octobre 2009 prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le site anciennement exploité par la société PORTIGLIATI, situé 3 et 8 rue de Saint-Etienne sur la commune de Cran-Gevrier, et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME),

Vu le plan annexé,

Considérant que la situation constatée sur l'ancien site de Cran-Gevrier de la société PORTIGLIATI porte un grave préjudice aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement du fait, d'une part, de la présence de déchets solides et liquides et, d'autre part, de la pollution des sols et des eaux souterraines, consécutivement aux activités qui y ont été conduites,

Considérant la nécessité de traiter les déchets encore présents sur le site dans des filières dûment autorisées et de remédier dans les meilleurs délais aux conséquences de la pollution des sols et des eaux souterraines,

Considérant que préalablement au traitement de la pollution, il convient de réaliser une étude destinée à en déterminer l'emprise, la nature exacte, l'impact sur les différents milieux potentiellement affectés, ainsi qu'à établir un plan de gestion permettant d'en abaisser les impacts à un niveau acceptable,

Considérant que l'emprise de l'ancien site de la société PORTIGLIATI occupait les parcelles cadastrales n° 396, 397 et 293 de la section AN de la commune de Cran-Gevrier,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie,

ARRETE

Article 1^{er} - les représentants de l'ADEME, ainsi que ceux des entreprises mandatées par cet organisme, chargées de l'élimination des déchets et de la réalisation des études précitées sur les parcelles cadastrales n° 396, 397 et 293 de la section AN de la commune de Cran-Gevrier appartenant à la Province de France des Sœurs de Saint-Joseph et louées à la société PORTIGLIATI représentée par son liquidateur judiciaire Maître GUEPIN, sont autorisés pour une durée de 9 mois, sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux visés par l'arrêté de travaux d'office en date du 14 octobre 2009.

A cet effet, ils pourront effectuer toutes les opérations que la réalisation des travaux rendra indispensable.

Article 2 - Le propriétaire et le locataire des parcelles précitées devront suspendre toute intervention de nature à perturber la réalisation des travaux visés à l'article 1^{er} prescrits à l'ADEME par voie d'arrêté préfectoral en date du 14 octobre 2009.

Article 3 - Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sera établi en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME.

Les indemnités qui pourraient être dues par les dommages causés à la propriété en cause à l'occasion des travaux seront à la charge de l'ADEME.

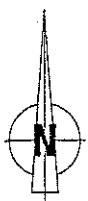
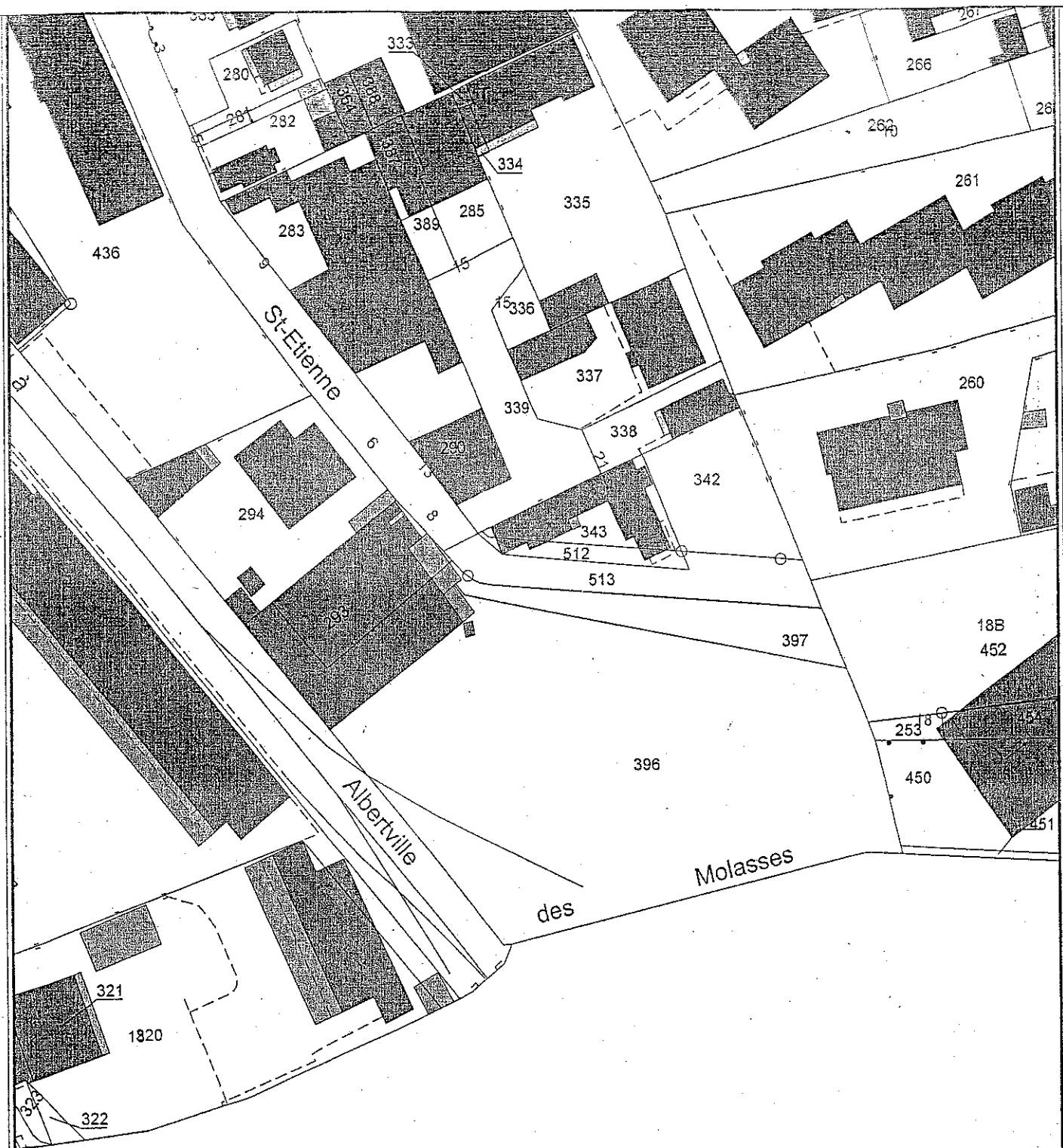
A défaut d'entente amiable, leur montant sera fixé par le tribunal administratif.

Article 4 - Chacun des responsables chargés de travaux devra être muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Article 5 - La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'effet dans les six mois à compter de sa date d'entrée en vigueur.

Article 6 - Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 7 - Le présent arrêté sera affiché en mairie de Cran-Gevrier au moins dix jours avant le commencement des opérations définies à l'article 1^{er} ci-dessus, à la diligence du maire de Cran-Gevrier qui adressera à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et aux frais de l'ADEME.



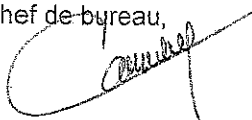
Echelle: 1/1000

50 m

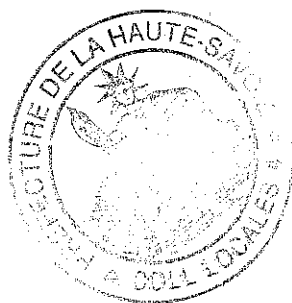
Article 8 - Une ampliation du présent arrêté sera déposée en mairie de Cran-Gevrier et adressée à la Province de France des Sœurs de Saint-Joseph ainsi qu'à Maître GUEPIN, représentant de la société PORTIGLIATI.

Article 9 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation,
Le chef de bureau,



Gisèle COURTOUX



LE PRÉFET
Pour le Préfet,
Le secrétaire général,

Signé Jean-François RAFFY